

donc essentiel que nous fassions montre de rapidité et d'imagination. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) et le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) devraient immédiatement mettre sur pied une commission spéciale, composée surtout de représentants de l'industrie pétrochimique, car ils savent de quoi il retourne—je sais que certains de mes amis d'en face feront remarquer qu'il s'agit d'entreprises privées. Ces sociétés exploitent des entreprises et, semble-t-il, avec succès. C'est leur travail et nous devrions nous assurer leur concours dans ce cas. Le groupe de travail devrait établir l'ordre de priorité et définir des projets pour le plus grand bien de tous. Nous ne devrions pas leur ménager notre encouragement et nous devrions tout mettre à leur disposition pour lancer un programme-choc en vue d'abrèger le temps nécessaire pour la construction de nouvelles installations afin de devancer nos concurrents étrangers.

C'est l'occasion de citer un extrait du livre d'Alvin Toffler, «Le choc du futur», où il est dit:

Il est plus important d'avoir de l'imagination et de la perspicacité que de tenter d'être entièrement correct.

La société Polysar, établie dans la circonscription de mon ami le député de Sarnia-Lambton et possédée par la Corporation de développement du Canada—et ainsi par le peuple canadien—a d'uniques possibilités de croissance. Il faudrait donner suite sans tarder au projet Dow-Dome visant à fournir en éthane de l'Alberta le complexe pétrochimique géant de Sarnia. Il ne faudrait pas non plus retarder indûment la réalisation du projet Sarnia Olyfins and Aromatics. L'Ouest du Canada devrait tirer beaucoup de nouveaux avantages économiques d'une plus grande fusion de l'industrie pétrochimique en Alberta et en Saskatchewan. Il faudrait regrouper dans un cadre rationnel et régionalisé le complexe de raffinerie et d'usine pétrochimique de Montréal, le complexe projeté pour la ville de Québec ainsi que les raffineries pouvant s'établir dans les provinces de l'Atlantique.

Il sera essentiel de procéder par étapes. Des détails, parfois insignifiants, comme la formation et la disponibilité d'ouvriers importants tels que les tuyauteurs-soudeurs hautement qualifiés nécessaires pour la construction des usines chimiques, peuvent être des obstacles qui peuvent être surmontés, cependant, par une planification appropriée. A l'exception de Polysar, ce sont les grandes sociétés multinationales qui dominent dans ce domaine, la majorité, mais non toutes, étant établies aux États-Unis. Elles possèdent les connaissances techniques et les marchés mondiaux, en plus des capitaux. Je crois que voici une occasion de les inciter à investir ce capital et cette connaissance au Canada plutôt qu'ailleurs. La mesure dans laquelle elles permettent la participation canadienne à la propriété des entreprises devrait déterminer la mesure dans laquelle nous leur accordons des stimulants fiscaux extraordinaires ou une aide extraordinaire. Je recommanderais en effet que nous examinions avec soin les entreprises mixtes sous contrôle canadien, entreprises dans lesquelles elles s'engagent fréquemment dans d'autres pays n'offrant pas les mêmes ressources, la même stabilité ni les mêmes marchés dont elles bénéficient en s'installant au Canada.

● (1520)

En nous entretenant avec ces gens des sociétés multinationales qui ont leur siège social à New York et ailleurs, nous constatons qu'ils n'ont pas peur d'aller investir dans des pays où existent des réglementations sévères. Ils le

Approvisionnements d'énergie—Loi

font dans n'importe quel autre pays du monde. Ils veulent savoir en quoi consistent ces réglementations et ne peuvent se permettre de demeurer à l'écart, étant donné précisément que nous possédons les ressources fondamentales. Aussi longtemps que la chose s'avérera profitable, ils viendront investir chez nous. D'autres pays imposent des réglementations beaucoup plus rigoureuses en comparaison. L'occasion qui s'offre à nous est unique. Sous sa forme ultime, elle disparaîtra ou l'entreprise ne sera plus viable. Nous trouverons toujours des marchés pour notre pétrole et notre gaz naturel, tant au pays qu'aux États-Unis. Le Japon demeurera vraisemblablement un marché permanent pour notre charbon. Nous pourrions vraisemblablement vendre tout le benzène et tout l'éthane que nous produisons pour alimenter les industries pétrochimiques plus complexes et les industries de fabrication des autres pays. Il ne se présentera peut-être pas une autre occasion semblable d'implanter au Canada une industrie pétrochimique intégrée et viable, une industrie de raffinage total et des industries de fabrication contrôlées par des Canadiens et employant des Canadiens. Cette occasion se présente à nous aujourd'hui mais elle disparaîtra avant longtemps.

Nous devons tenir compte d'autres facteurs dans le contexte d'un tel programme. La question des tarifs douaniers est un facteur-clef. Nous devons négocier ces tarifs avec habileté et nous engager dans les discussions actuelles entourant la négociation des tarifs douaniers dans le cadre du GATT. Même un programme soigneusement prévu et mis en œuvre en toute diligence pourrait permettre la construction d'usines colossales alors que les marchés ne seraient pas tout à fait organisés. D'importants investissements à court terme peuvent se révéler coûteux si le produit ne peut pas se vendre immédiatement. A vrai dire, c'est une des raisons pour laquelle on a quelque peu hésité à assurer jusqu'ici une expansion suffisante. Dans certains cas aussi une trop grande quantité de produits arrivant sur les marchés ont fait baisser les prix au point que la rentabilité ne justifiait pas une telle expansion.

Personne ne peut prévoir toutes les éventualités et comme un tel programme doit faire preuve d'audace, il y a des risques à prendre et de l'appui à donner sous forme d'allègements et de dégrèvements d'impôts que l'industrie et le gouvernement devront négocier au sujet de la capacité temporairement inutilisée. Mes amis du NPD y verront naturellement une hérésie, mais je puis assurer au professeur d'Oshawa-Whitby—que je ne vois pas ici aujourd'hui—au soliste virtuose de Fraser Valley-Ouest, à mon ami le poète de Scarborough-Ouest, au pasteur de Winnipeg-Nord-Centre et à l'avocat plaidant de York-Sud qu'un tel projet ne peut pas être réalisé par le gouvernement à lui seul ou en l'absence de l'ambiance ou des stimulants qu'il faut. Il y aura certes des bénéfices et c'est mieux ainsi mais ils seront en grande partie réinvestis dans de nouvelles usines, dans d'autres projets de recherches et de développement, dans des hausses de salaires aux ouvriers plus qualifiés et seront versés sous forme de dividendes aux actionnaires sur lesquels ils paient des impôts et réinvestissement le reste dans d'autres projets de développement.

La plus grande partie des bénéfices sera prélevée à titre d'impôts et servira à améliorer les systèmes d'instruction, les services de santé, l'habitation et les pensions des personnes âgées, ce qui leur permettra de vivre dans la sécurité et la dignité. Sans bénéfices, ou avec une économie du genre socialiste, qu'elle soit bien dirigée ou non, il est peu probable que ces choses se réalisent. De fait, je suis prêt à